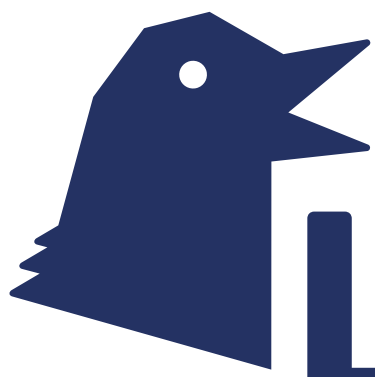




Le souffle francophone des Territoires du Nord-Ouest

L'Aquilon

Volume 41 numéro 25

26 juin 2026



À LIRE PAGES 10 ET 11

Envoi de publication – enregistrement n° 10338 C.P. 456 Yellowknife NT X1A 2N4

FRANCOPHONIE

Plein soleil sur la St-Jean-Baptiste

À LIRE PAGE 3



PHOTO ÉLODIE ROY

DOSSIER ARCTIQUE

L'épineuse cohabitation entre langues autochtones et langues officielles

À LIRE PAGES 10 À 13



PHOTO BSGG, 2026

YELLOWKNIFE

En route vers la réconciliation

À LIRE PAGE 4



PHOTO CRISTIANO PEREIRA



www.mediastenois.ca
contact@mediastenois.ca
5016 48^e Rue, C.P. 456,
Yellowknife, NT, X1A 2N4
(867) 766 - 5172

Direction :	Nicolas Servel	Journalistes :	Cristiano Pereira	Annonces publicitaires et publiereportages :
Responsable éditoriale :	Nelly Guidici		Nelly Guidici	marketing@mediastenois.ca
Maquette :	Patrick Bazinet	Activités culturelles :	Élodie Roy	Représentation territoriale GTNO :
				North Creative advertising@northagency.ca

Journal hebdomadaire publié le vendredi depuis 1986, *L'Aquilon* est la propriété de Médias ténois subventionnés par Patrimoine canadien. Sauf pour l'éditorial, les textes n'engagent que la responsabilité de leur auteur.e et ne constituent pas nécessairement l'opinion de *L'Aquilon*. Toute correspondance adressée au journal doit être signée et accompagnée de l'adresse et du numéro de téléphone de l'auteur.e. La rédaction se réserve le droit de corriger ou d'abréger tout texte. Dans certains cas où les circonstances le justifient, *L'Aquilon* accèdera à une requête d'anonymat. Toute reproduction partielle est fortement recommandée à condition de citer la source. *L'Aquilon* est membre de Réseau.Presse et applique la graphie rectifiée. N° ISSN 0834-1443



FIER MEMBRE

PARTENAIRES DE L'ARCTIQUE



LE NUNAVOIX
LE JOURNAL DES FRANCOPHONES DU NUNAVUT

L'ÉDITORIAL

Cécile Antoine-Meyzonnade, Responsable éditoriale

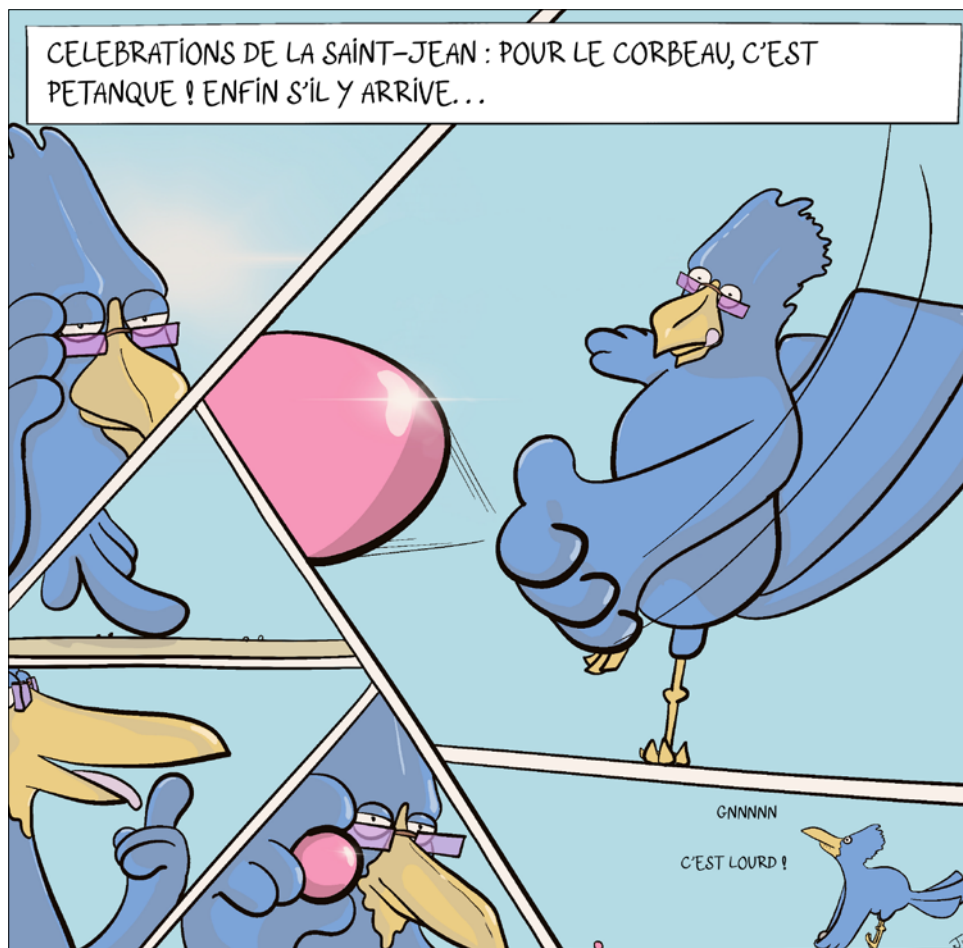
Rendre la réconciliation visible

Que veut-on dire réellement lorsque l'on parle de « réconciliation »? Si l'on prend la définition générale du mot, le terme désigne l'action de raccommode, de rapprocher, des adversaires, des gens fâchés entre eux. Dans le contexte qui nous intéresse – celui qui oppose, au Canada, les peuples des Premières Nations, opprimés, aux peuples non-autochtones, colonisateurs –, ce mot devient combat politique. En parle-t-on assez? En tout cas, « [la réconciliation est partout autour de nous](#) », d'après le site de la gouverneure du Canada. Poste aujourd'hui occupé par Louise Arbour, il a précédemment été personnifié par Mary Simon. Celle-ci, première femme inuk à avoir assuré cette fonction, a œuvré avec acharnement pour cette fameuse réconciliation. Pourtant, son

travail a été ponctuellement entaché de commentaires sur le fait qu'elle parlait l'anglais et l'inuktitut. Sans maîtriser le français. Une hérésie pour certains, certaines, qui en appellent à l'inscription, en 1982, du français et de l'anglais comme langues officielles du Canada avec l'adoption de la Charte canadienne des droits et libertés. Mais qui a pris cette décision, qui

était autour de la table pour arbitrer de l'identité, des identités, de la nation? Pour Michèle Audette, sénatrice du Québec et leadeure autochtone, la réponse est toute tranchée : « C'était une erreur de décider, sans nous », a-t-elle confié à Médias ténois. Peut-être faudrait-il réfléchir à un moyen de redonner officiellement sa voix au chapitre à un peuple à qui le droit à

la parole lui a été retiré. Pour l'heure, à Yellowknife, la réconciliation s'engouffre dans les rues de la capitale avant de gagner prochainement le Grand lac. L'avenue principale prend enfin des couleurs dénuées en se transformant en Wilhildeh. La réconciliation ne sera plus invisible dans notre paysage urbain et, petit à petit, on y croit, elle gagnera en visibilité sur le terrain national.



Savais-tu que...

... Lois Lane est née à Yellowknife?

Soyons un peu plus précis : il s'agit de l'actrice qui a interprété la dulcinée du super héros Superman. Il n'y a pas beaucoup de personnalités mondialement connues originaires des Territoires du Nord-Ouest, mais Margot Kidder en fait partie. Née à Yellowknife en 1948, la comédienne s'est fait connaître internationalement grâce à son rôle de Lois Lane aux côtés de Christopher Reeve dans la série de films. Bien qu'elle ait passé une grande partie de sa vie ailleurs, elle demeure l'une des personnalités les plus célèbres nées dans la capitale ténoise.

Photo Envato/Sunny_studio



L'Agenda d'Élodie

ÉCOUTEZ L'AGENDA

Atelier « Marcher avec intention » (Fort Smith)

27 JUIN

De 13 h à 16 h, le Centre de bien-être des Premières Nations de Salt River accueillera l'atelier *Walking with Intention : A Vision Board Workshop*. Cette activité communautaire invite les participant.e.s à prendre un moment pour réfléchir à leurs aspirations personnelles, à leurs objectifs et à ce qu'ils souhaitent voir grandir dans leur vie. Grâce à la création d'un tableau de visualisation, chacun pourra explorer ses rêves liés à la famille, à la carrière, à la santé, aux relations ou au développement personnel. Aucun talent artistique ni expérience préalable n'est nécessaire et tout le matériel sera fourni. L'atelier se veut un espace de créativité, d'inspiration et de connexion.

Incubateur intensif (Yellowknife)

27 ET 28 JUIN

Le CDÉTNO tiendra la deuxième édition de son Incubateur intensif 48 h Top Chrono à l'édifice Diamond Plaza. Cette formation bilingue vise à encourager l'entrepreneuriat en aidant qui le souhaite à transformer une idée en projet d'entreprise concret. Destiné notamment aux jeunes, aux femmes et aux nouvelles personnes arrivantes, le programme comprendra du mentorat, des ateliers pratiques, du travail collaboratif et la présentation des projets devant un jury. Les participant.e.s pourront acquérir des compétences entrepreneuriales, élargir leur réseau et courir la chance de remporter des prix. L'initiative contribue à renforcer l'écosystème entrepreneurial francophone des Territoires du Nord-Ouest.

Jeux traditionnels dénés et buffet (Yellowknife)

27 JUIN

De 11 h à 13 h, le parc territorial Fred Henne accueillera une activité de découverte des traditions dénées. Toutes et tous pourront s'initier à différents jeux traditionnels qui mettent en valeur des savoir-faire culturels transmis depuis des générations. L'événement comprendra également une discussion avec Carl Jr et Tiffany portant sur l'énergie de la saison, l'activisme et les liens avec le territoire. Un buffet autochtone sera offert afin de favoriser les échanges dans une ambiance chaleureuse et conviviale. Ouverte à tout le monde, cette activité vise à célébrer la culture dénée tout en créant des occasions de rencontre et de partage au sein de la communauté.

Collaborateurs de cette semaine

Ju Orthlieb, Karine Lavoie,
Les As de l'info



Une sculptrice de ballons, engagée pour le divertissement des enfants.



L'équipe de l'Afcy a fait preuve d'éclectisme à cette St-Jean, la preuve avec cette vingtaine de minutes de piano classique, un instant suspendu de note en note.



Les Yellowknifes Dene Drummers qui ouvre les festivités avec une prière et une danse.



Un duo danse qui montrait un aspect et une énergie yin et yang.

Rabaska, danses, concerts... une Saint-Jean pour tous les goûts

Organisée par l'AFCY, les Franco-Ténois se sont réunis sur le site de Folk On The Rocks pour célébrer la Saint-Jean-Baptiste. La fête proposait musique, danse, tours de kayak et bien plus. Les élèves de l'École Allain-St-Cyr ont ensuite animé la scène dans une ambiance chaleureuse et festive.

Photos et texte par Élodie Roy

Le 24 juin, le site de Folk On The Rocks a accueilli les Franco-Ténois.e.s et les francophiles de Yellowknife pour célébrer la Saint-Jean-Baptiste. Organisée par l'AFCY, la fête proposait une foule d'activités pour toute la famille : château gonflable, barbe à papa, danse, tours de rabaska, musique et bien plus encore. Si l'évè-

nement offrait de nombreuses occasions de socialiser, la nourriture a sans doute été l'une des attractions les plus populaires au vu de la file d'attente presque ininterrompue tout au long de la soirée!

De l'École Allain St-Cyr au DJ Antoine de Grâce

Les festivités ont débuté avec les Yellowknife Dene Drummers, suivis des

élèves de l'École Allain-St-Cyr. Ces derniers sont montés sur scène pour présenter des numéros de chant, de danse et même de prémonstration. La fête a également été marquée par l'annonce des gagnants du concours de billets pour Folk On The Rocks de Médias Ténois ainsi que par une prestation du groupe saskatchewanais Vieux Bison. Et pour terminer, le DJ Antoine de Grâce s'est lancé dans un set qui a électrisé en beauté la fin de la soirée.

Avec peu de moustiques, mais beaucoup de sourires, cette Saint-Jean a une fois de plus rassemblé la communauté dans une ambiance chaleureuse et conviviale.



La danseuse Élodie Scott, en toute légèreté, sur la scène de la St-Jean.



La chorale de l'École Allain-St-Cyr.



Un tour en rabaska d'une demi heure offert par le groupe Jack Pine Paddle.



Le maire Ben Hendriksen et le chef de Dettah, Ernest Betsina, dévoilent la plaque de Wiilideh Avenue, sous le regard du chef de Ndilo, Fred Sangris, lors de la cérémonie du 20 juin au centre-ville de Yellowknife. (Photo Cristiano Pereira)

Franklin, c'est fini, Yellowknife célèbre l'avenue Wiilideh

La nouvelle plaque de Wiilideh Avenue a été dévoilée samedi 20 juin, au centre-ville de Yellowknife. La cérémonie a réuni quelques centaines de personnes autour d'un moment de reconnaissance, de mémoire et de réconciliation.

Cristiano Pereira – Initiative de journalisme local – L'Aquilon

La plaque verte s'est élevée devant la foule, et **le nom Wiilideh est apparu au cœur du centre-ville**. Samedi 20 juin, en plein centre-ville, quelques centaines de personnes ont applaudi ce moment attendu : l'artère principale de Yellowknife porte désormais un nom déné.

La cérémonie, organisée par la Ville de Yellowknife et la Nation dénée des Yellowknives, a marqué l'entrée officielle de l'avenue Wiilideh dans le paysage urbain. Le nouveau nom est entré en vigueur à une date pleine de symbole, le 21 juin, Journée nationale des peuples autochtones. Les applaudissements ont ensuite laissé place aux tambours des Yellowknives Dene. Dans la rue, des participant.e.s ont formé un cercle pour danser dans une atmosphère festive.

Sur une terre dénée

Pour le chef Ernest Betsina, cette journée ne venait pas effacer l'histoire associée au nom Franklin, mais l'élar-

gir. « Ce nom racontait une partie de l'histoire de ce lieu, a-t-il déclaré. Mais il existe une histoire beaucoup plus longue que cela. »

Il a rappelé que Sir John Franklin est passé dans la région en 1820 et que son expédition avait dépendu du savoir et de l'appui des Dénés, dont les Yellowknives Dene. Mais le nouveau nom rend visible une présence plus ancienne.

Le nom Wiilideh renvoie à la rivière Yellowknife, à la langue et au peuple Yellowknives Dene. Le chef Betsina a insisté sur l'importance de voir les langues autochtones présentes dans les lieux publics.



« Quand les gens verront le panneau Wiilideh, j'espère qu'ils comprendront qu'ils sont sur une terre dénée », a-t-il dit.

« Mon peuple est depuis 8000 ans dans cette région »

Le chef Fred Sangris a, lui aussi, replacé le changement de nom dans une longue mémoire orale. Il a raconté avoir interrogé des aîné.e.s, lorsqu'il était plus jeune, pour comprendre qui était John Franklin dans l'histoire dénée. « Ils se souvenaient de lui comme de quelqu'un de très autoritaire, qui donnait des ordres aux gens », a-t-il rapporté.

Mais le cœur de son message portait surtout sur le contraste entre le passage bref de Franklin et la présence ancienne des Yellowknives Dénés sur ce territoire. « John Fran-

klin n'a passé que deux jours ici, au bord de la rivière. Mais mon peuple est depuis 8000 ans dans cette région », a déclaré Fred Sangris. Pour ce dernier, la nouvelle plaque représente à la fois une reconnaissance et un geste de respect. « Installer un nom comme celui-là est une forme de réconciliation et de respect », a-t-il ajouté.

Les noms comptent

Le maire Ben Hendriksen a présenté la cérémonie comme une étape concrète dans le cheminement de réconciliation de la Ville. « Les noms comptent. La façon dont nous appelons les lieux compte », a-t-il lancé.

Il a indiqué que les panneaux seront remplacés progressivement au cours des prochains mois, et que l'ensemble devrait être en place avant le retour de la neige. « L'avenue Wiilideh sera prononcé dans les conversations, écrite sur les adresses et vue par les générations futures », a-t-il dit.

Le chef de Ndilo, Fred Sangris, sourit en montrant la plaque de Wiilideh Avenue à Médias ténois. (Photo Cristiano Pereira)



Garett Cochrane a appuyé la motion visant à restreindre les commentaires sur les plateformes sociales de la Ville de Yellowknife. (Photo Cristiano Pereira)

Cristiano Pereira – Initiative de journalisme local – L’Aqilon

Le conseil municipal a discuté, le 17 juin dernier, d’une motion visant à désactiver les commentaires sur les réseaux sociaux officiels de la Ville. Le texte, présenté par le maire Ben Hendriksen, arrive dans un contexte tendu. La Ville avait récemment restreint les commentaires sous certaines publications, notamment celles liées au Mois de la Fierté et au changement de nom de l’avenue Franklin en Wiilideh. Séparément, la GRC a ouvert une enquête après la publication de commentaires homophobes et transphobes dans un groupe Facebook local.

Refuser d’amplifier la haine

Ben Hendriksen a soutenu que les réseaux sociaux sont conçus pour amplifier l’engagement, sans tenir compte des conséquences pour les personnes visées hors ligne. La Ville, a-t-il insisté, continuerait d’utiliser ses comptes officiels pour transmettre de l’information. Les résident.e.s pourraient toujours écrire aux élu.e.s, communiquer avec l’administration, envoyer des messages privés ou s’exprimer ailleurs. Mais la municipalité ne fournirait plus l’espace où des propos haineux peuvent s’accumuler sous ses propres publications.

Garett Cochrane, la parole la plus personnelle

Le moment le plus marquant du débat est venu du conseiller Garett Cochrane. En appuyant la motion, et en tant qu’homme homosexuel, M. Cochrane a raconté avoir été visé en ligne par « tous les termes désobligeants et synonymes de “fairy” qu’on peut imaginer », ajoutant qu’on apprend alors assez vite à « se faire une carapace ».

Il a dénoncé la violence verbale et « l’ignorance cruelle » visant des membres de la communauté. Il a aussi dit trouver « étrange » qu’une personne puisse nourrir une telle haine envers un inconnu « pour quelque chose d’aussi arbitraire que la personne qu’il choisit d’aimer ».

Le conseiller a reconnu que chacun.e demeure libre d’exprimer ses opinions, dans les limites de la loi, ailleurs que sur les plateformes municipales. Mais il a rejeté l’idée que les comptes de la Ville, utilisés pour informer les familles des horaires de la piscine ou des activités municipales, doivent devenir un forum où des commentaires haineux peuvent être publiés.

Entre ouverture et modération

Plusieurs élu.e.s ont dit partager l’objectif de réduire la place laissée aux propos haineux, sans pour autant vouloir couper un canal devenu familier pour une partie du public. Ryan Fequet a appuyé le principe de la motion, tout en rappelant que les élus ont besoin d’entendre les citoyens pour faire leur travail. Cat McGurk a aussi reconnu le risque de laisser les plateformes municipales servir de vitrine à la haine, mais a prévenu qu’une fermeture des commentaires ne ferait pas disparaître ces voix et pourrait même repousser certain.e.s résident.e.s hors des espaces publics.

D’autres ont plaidé pour une réponse moins radicale. Steve Payne a estimé que la Ville pourrait d’abord mieux utiliser les outils de modération disponibles, notamment en bannissant les utilisateurs abusifs. Rob Foote a, lui aussi, appelé à la prudence, en soulignant que plusieurs résident.e.s ont déjà l’impression de ne pas obtenir de réponse lorsqu’ils utilisent les canaux plus traditionnels.

À l’inverse, Tom McLennan et Rob Warburton se sont montrés plus favorables à la motion. Pour eux, les commentaires Facebook ne sont pas la seule

manière de parler à la Ville. Le problème, ont-ils fait valoir, est que ces plateformes ne sont pas conçues pour favoriser un débat public serein, mais pour produire de l’engagement, et très souvent à travers la controverse.

La motion, qui devrait être soumise au vote lors d’une prochaine réunion du conseil, prévoit que l’administration développe des méthodes alternatives, accessibles et transparentes pour permettre aux résidents de communiquer avec la Ville.

Une activité de promotion du recyclage aura lieu au parc Somba K’e!

Le centre d’entreposage sera ouvert chaque mercredi de 12 h à 19 h en face du terrain de jeu Bon départ (Jump Start).

Voici ce qu’il faut savoir :

- Il faut nettoyer les contenants, et en retirer les bouchons et les pailles.
- Pour les appareils électroniques, veuillez apporter tous les éléments acceptés figurant sur l’affiche. Vous en trouverez la liste complète sur le site Web du MECC.
- Vous ne recevrez AUCUN remboursement pour le recyclage des appareils électroniques. Pour en savoir plus, joignez l’organisme YK Bottle Shop Recycling au 867-873-4449.

Pour en savoir plus, joignez l’organisme YK Bottle Shop Recycling au 867-873-4449.

Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest

Un projet de classe transformé en geste de solidarité communautaire

Des élèves de 7^e année ont préparé 28 repas pour la Yellowknife Women's Society. Chaque plat était accompagné d'un mot de bienveillance.

Cristiano Pereira – Initiative de journalisme local – L'Aquilon

À l'École Allain St-Cyr, le cours d'études des aliments de Nérika Caissie a pris, ce printemps, une dimension bien plus large que l'apprentissage de recettes. Les élèves de 7^e année y ont découvert comment planifier un repas, comparer les prix et travailler en cuisine, tout en réfléchissant à une façon concrète d'aider leur communauté.

Lancé au mois d'avril, le projet s'est étalé sur environ deux mois et demi. Les jeunes ont choisi une recette, acheté les ingrédients, testé leur plat, puis préparé 28 portions destinées à la Yellowknife Women's Society. Pour accompagner les repas, ils ont aussi rédigé de courts messages de bienveillance.

De l'inspiration à l'action

Le projet s'est inspiré du parcours d'une adolescente de 17 ans de Québec, dont les élèves avaient vu le reportage, et qui préparait des repas pour des personnes sans-abri. L'idée a ensuite été adaptée à la réalité locale, avec l'objectif de venir en aide à des personnes dans le besoin à Yellowknife.

Le projet a demandé plusieurs étapes. Les élèves ont fait des recherches, choisi une recette, écrit une lettre à un organisme communautaire, acheté les ingrédients, testé leur plat, puis préparé la version finale des repas.

Tout n'a pas fonctionné du premier coup. Lors du premier essai, la sauce préparée par les élèves n'a pas vraiment donné le résultat espéré. « Plusieurs équipes étaient bien déçues », raconte Nérika Caissie. Au deuxième essai, la classe a choisi d'utiliser une sauce déjà préparée du commerce.

Pour l'enseignante, ces ajustements faisaient partie de l'apprentissage. Elle retient surtout l'engagement des



Une élève ajoute un mot de bienveillance à l'un des 28 repas préparés par la classe de 7^e année de l'École Allain St-Cyr. (Courtoisie)



Les boîtes-repas préparées par les élèves étaient accompagnées de messages de bienveillance, comme « Sois fier de toi, tu es extraordinaire » ou « Tu es importante et belle ». (Courtoisie)

jeunes. « Les élèves étaient très impliqués et voulaient tellement réussir leur plat! », souligne-t-elle. Selon elle, ils ont aussi gagné en confiance au fil du projet. « Je pense qu'ils seront capables de cuisiner pour leurs parents à la maison! »

Comprendre l'impact d'un geste

Mais l'expérience a rapidement dépassé le cadre du cours de cuisine. Au début, Nérika Caissie estime que les élèves ne mesuraient pas encore pleinement l'impact possible de leur geste. Cette compréhension s'est construite peu à peu, notamment après plusieurs refus d'organismes, liés à des procédures entourant les dons alimentaires.

Les élèves voulaient savoir si le projet allait fonctionner, si une réponse positive

arriverait et si les repas pourraient réellement être distribués. « Ils étaient très déterminés », observe leur enseignante.

C'est finalement la Yellowknife Women's Society qui a accepté de recevoir les repas. Nérika Caissie les a elle-même livrés. Sur place, l'accueil a été très chaleureux. « Certaines dames m'ont prise dans leurs bras et me serraient la main pour me remercier, raconte-t-elle. Elles étaient tellement reconnaissantes de savoir que nous avions pensé à elles. » L'enseignante aurait aimé que les élèves puissent vivre ce moment. Elle leur a raconté la scène le lendemain, à l'école.

Le projet a permis d'aborder la solidarité, l'empathie et l'importance de « donner au suivant » d'après la professeure. « Je pense que les élèves ont compris que par leurs actions, ils peuvent créer un vent de changement, ne serait-ce que pour une seule personne », insiste-t-elle avant d'ajouter : « On dépasse largement les compétences culinaires quand on développe un projet aussi profondément humain. »

FOLK ON THE ROCKS

46^e FESTIVAL ANNUEL DE MUSIQUE

YELLOWKNIFE, TN



Allister McCreadie * Altered By Mom * Aysanabee * Bella Beats * Braden Lam

Cadence Weapon * Cat McGurk * Cows Go Moo * Daughters of Donbas

Drives The Common Man * Dumb Crush * Electric Lemonade * Eric Kane * FONTINE

Glam On The Rocks * Gnarwhal * Gonias * GQ Entertainment * Great Lake Swimmers

Janky Bungag * Jeffery Straker * Jonny Vu w/ The Co-op * June Thrasher * Justine Gilles

Mae Martin * Marrow Bones * NorthWords NWT Storytime * Northwyne * Primetime

Punch Dummies * R.A.S.K.L. * Rebekah Hawker * Robert Adam * Rock The Arts Puppets

Scott Cook and Pamela Mae * Seb & Ash * Shavit * smallTALK * Sonshine & Broccoli * St Arnaud

Stacie Arden Smith * Taiga Yoga * The Darcys * The OBGMs * The Only * Tree of Peace Jiggers

Upper Mall Rats * Virgo Rising * Waahli * Worn * Yellowknives Dene Drummers



Connexion Arctique

Une collaboration de vos médias francophones des trois territoires



Mary Simon, bilinguisme et langues autochtones : une trop lente décolonisation des langues officielles ?

Cinq ans se sont écoulés depuis la nomination de Mary Simon au poste de gouverneure générale. Celle qui a quitté ses fonctions le 8 juin dernier a laissé une marque indélébile dans son sillage, que ce soit du point de vue de ses actions en faveur de la Réconciliation ou bien pour un aspect plus subjectif : la première femme inuk à avoir occupé cette fonction pratique l'anglais et l'inuktitut sans maîtriser le français. De nombreuses critiques ont été formulées sur ce point et révèlent la complexité de la cohabitation des langues autochtones avec les deux langues officielles dans un contexte de colonisation systémique toujours présent.

Nelly Guidici et Karine Lavoie
Connexion Arctique

Désormais nouvelle ex-Gouverneure générale, Mary Simon n'aura pas fait l'unanimité à sa nomination ni après son départ, notamment auprès de la francophonie canadienne. Si cette haute fonction gouvernementale ne requiert pas légalement le bilinguisme contrairement aux autres institutions fédérales, ses difficultés à s'exprimer régulièrement en français l'auront suivi tout au long de son mandat, reléguant parfois au second plan ses actions en matière de réconciliation. Pour de nombreux Inuits et autochtones, ce point a rouvert des cicatrices qui peinent à se refermer, et démontre une fois de plus la place coloniale qu'occupent l'anglais et le français.

DES RÉACTIONS CONTRASTÉES

Le débat entourant la maîtrise du français de Mary Simon a laissé des traces chez plusieurs leaders inuits. Pour la députée du Nunavut, Lori Idlout, les critiques formulées à l'encontre de la première gouverneure générale inuk démontrent qu'un important travail de sensibilisation reste à faire sur l'histoire et les réalités autochtones du Canada. Selon elle, les politiques coloniales ne relèvent pas uniquement du passé et continuent aujourd'hui d'avoir des répercussions sur les communautés.

L'ancien commissaire du Nunavut et survivant des pensionnats, Piita Irniq, partage ce point de vue. « D'après ce que j'ai observé, les dirigeants canadiens qui se sont exprimés dans les médias et qui ont critiqué Mary Simon parce qu'elle ne parlait pas couramment le français ont été totalement injustes et leurs commentaires déplacés. Ce n'était pas canadien », estime-t-il.

Selon lui, les dirigeants du pays auraient plutôt dû être fiers de voir une Inuk accéder à cette fonction.

La commissaire aux langues officielles des Territoires du Nord-Ouest, Krista Carnogursky, retient le travail exemplaire accompli par Mary Simon pour la réconciliation. Même si elle comprend certaines critiques, sa nomination reste de son point de vue historique.

« En tant que première personne autochtone à occuper ce poste, j'espère que certaines personnes ont pu comprendre l'histoire et l'héritage des pensionnats, et com-

ment, historiquement, ceux-ci ont souvent empêché les gens d'apprendre leur langue », explique-t-elle.

De son côté, François Larocque, professeur titulaire à la faculté de droit de l'Université d'Ottawa, a adopté une position nuancée, suite à l'annonce de la nomination de M^{me} Simon. Il reconnaît l'avancée importante que représente la nomination d'une gouverneure générale autochtone au Canada, compte tenu du passé colonial canadien et du symbole de la Couronne britannique : « Cette nomination a été un grand moment, pour plein de raisons historiques profondes et importantes. »

En revanche, malgré cette avancée importante, sa nomination constitue un tournant dans l'application des exigences liées au bilinguisme, selon l'universitaire. « Il reste qu'au Canada, le pays est officiellement bilingue depuis 1969, rappelle-t-il. Et depuis ce temps-là, le gouvernement fédéral est dans un processus de bilinguisation progressive de toutes ces institutions fédérales, y compris pour le poste de gouverneur général. Donc, tous les gouverneurs généraux sont bilingues, en alternance de première langue française et de première langue anglaise. La nomination de Mary Simon, dans un sens, était une rupture avec cette tradition. »

« COLONISÉE PAR DES MISSIONNAIRES ANGLOPHONES » - SÉNATRICE MICHÈLE AUDETTE

Michèle Audette, sénatrice du Québec et leadeure autochtone, s'est dite très fière de la nomination de Mary Simon. « Pour la première fois de l'histoire, c'est une femme autochtone. Ça, c'était ma fierté, il fallait que je l'honore. » Elle considère ce moment comme un événement historique, d'autant plus que la sénatrice travaille beaucoup pour la cause des femmes autochtones. Elle a notamment été nommée parmi les cinq commissaires chargés de mener l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées.

Les peuples autochtones n'ont choisi ni leurs colonisateurs ni la langue dans laquelle ils s'exprimaient. M^{me} Audette rappelle que Mary Simon n'a jamais eu le choix d'aller dans un pensionnat anglophone et les critiques à son encontre n'étaient pas justifiées au regard de ce contexte. « Le fait qu'elle parle sa langue inuktitut et que le colonialisme l'a amenée à être colonisée par des mis-

sionnaires anglophones, pour moi, ça, c'était loin. C'était pas une critique. Je savais que dans l'histoire, elle n'a pas choisi. Comme moi, je n'ai pas choisi les missionnaires francophones », explique-t-elle lors d'une entrevue.

Cependant, M^{me} Audette rappelle que les deux langues officielles du Canada ont un statut commun et équivalent ; l'anglais ne devrait pas être considéré comme une langue ayant la priorité.

UNE QUESTION QUI DÉPASSE LE BILINGUISME

Pour Lori Idlout, députée libérale du Nunavut, le mandat de Mary Simon illustre pourquoi le débat ne peut être réduit à la seule question du bilinguisme. Elle se souvient notamment du discours du Trône lors de sa première élection en 2021, prononcé en inuktitut, en anglais et en français. La présence d'un quilliq pendant la cérémonie l'avait particulièrement marquée. « Lorsque j'ai senti l'odeur du quilliq, je me suis sentie accueillie dans le système parlementaire canadien en tant que nouvelle députée », raconte-t-elle.

Piita Irniq indique que le débat dépasse largement la seule question des langues officielles : « Nos langues autochtones existaient bien avant la création du Canada. Elles méritent d'être reconnues au même titre que le français et l'anglais et devraient être enseignées dans les salles de classe au pays ».

Commissaire aux Langues officielles du Nunavut, Karliin Aariak, abonde dans le même sens et affirme qu'il est impossible de parler de réconciliation sans évoquer les langues. Selon elle, la perte de l'inuktitut, qui englobe l'inuktitut et l'inuinnaqtun, fait partie des blessures que le processus de réconciliation cherche à guérir.

Elle considère également que les droits liés à la langue ne devraient pas être mis en concurrence : « La reconnaissance d'une langue n'enlève jamais rien à une autre ». À ses yeux, reconnaître l'inuktitut ne diminue pas le français, pas plus que la reconnaissance du français ne diminue les langues inuit et autochtones.

Elle souhaite que la population cesse de voir les droits linguistiques « comme un gâteau à partager, où la part de l'un est prise à l'autre » et estime qu'il y a de la place pour toutes les langues.



POURQUOI LES LANGUES
AUTOCHTONES NE
SONT-ELLES PAS
RECONNUES COMME
LANGUES OFFICIELLES ?

Dans les années 1960, le Canada entre dans une phase de construction identitaire nationale où les enjeux linguistiques sont au cœur de ce processus. En 1962, la Commission royale d'enquête sur l'organisation du gouvernement recommande que le gouvernement fournisse ses services en français et en anglais. Puis cinq ans plus tard, cette même commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme recommande au gouvernement du Canada que le français et l'anglais soient déclarés comme langues officielles du Canada.

Le 7 septembre 1969, la première Loi sur les langues officielles fédérale est adoptée et les langues française et anglaise y sont déclarées comme étant les deux langues officielles du Parlement et du gouvernement du Canada. En 1982, le français et l'anglais sont déclarés langues officielles du Canada avec l'adoption de la Charte canadienne des droits et libertés. Le professeur François Larocque rappelle qu'à cette époque, les enjeux entourant la reconnaissance des

langues autochtones étaient totalement absents de la sphère publique et politique : « C'est un geste important en 1982 lorsqu'on a codifié les droits linguistiques dans la loi suprême du Canada. Mais ce qu'on n'a pas fait, c'est qu'on n'a pas codifié les langues autochtones, on n'a pas mis les langues autochtones dans cette catégorie. Est-ce qu'on aurait pu le faire? Bien sûr que oui. Est-ce qu'on aurait dû le faire? Peut-être, mais il n'y avait pas encore de conversation nationale sur cet enjeu-là. »

Lorsque le projet de cette loi appelée C120 a été discuté et adopté, M^{me} Audette regrette qu'aucun leader autochtone n'ait été convié aux négociations.

« Premièrement, lorsque les gens qui se sont mis autour d'une table pour décider quelles seraient les langues officielles au Canada (...), les premiers peuples n'ont jamais été invités. C'était une erreur de décider, sans nous, que seuls le français

Mary Simon (au centre), entourée (gauche à droite) de la députée du Nunavut Lori Idlout, de l'ancien commissaire du Nunavut et survivant des pensionnats Piita Irniq et de la sénatrice du Québec et leadeure autochtone Michelle Audette.

puis l'anglais devaient être officiels au Canada. »

De plus, inscrire cette loi dans la Constitution ne relevait pas de la bonne démarche, selon la sénatrice. En effet, les modifications constitutionnelles sont encadrées par des procédures exigeantes et complexes. « Ça devient difficile d'ouvrir la Constitution parce qu'il y a plein d'autres enjeux qui attendent leur tour si jamais la Constitution ouvrait. Pour moi, ça a été un rendez-vous manqué et la racine qui a fait mal à nos langues vernaculaires, nos langues millénaires et précieuses qui, pour beaucoup d'entre elles, sont encore vivantes. »

Dans ses appels à l'action, la Commission de la vérité et de la réconciliation n'a pas demandé à ce que les langues autochtones soient reconnues comme langues officielles. Les 14^e et 15^e appels à l'action font référence à la création d'une loi sur les langues autochtones et à la nomination d'un Commissaire aux langues autochtones afin de les valoriser et les revitaliser. « Nous demandons que ce commissaire soit chargé de contribuer à la promotion des langues autochtones et de présenter des comptes rendus sur l'efficacité du financement fédéral destiné aux initiatives liées aux langues autochtones, » peut-on lire dans le document.

L'EXCEPTION YUKONNAISE

Contrairement aux Territoires du Nord-Ouest et au Nunavut, le territoire du Yukon n'a pas de Commissaire aux langues officielles. Un recours peut cependant être intenté pour obtenir réparation en cas de violation des droits reconnus dans la Loi sur les langues. Cette dernière permet l'offre de services en langues autochtones sous certaines conditions.

Après avoir contacté à plusieurs reprises le Conseil des Premières Nations du Yukon, la direction générale a répondu que le Conseil ne ferait aucun commentaire sur ce sujet.



© Courtoisie François Larocque- Université d'Ottawa

François Larocque, professeur titulaire à la faculté de droit de l'Université d'Ottawa, reconnaît l'avancée importante qu'a représentée la nomination d'une gouverneure générale autochtone au Canada. Il soulève cependant que cette nomination est une rupture avec la tradition de nommer des gouverneurs généraux bilingues.

Le 21 juin 2019, la loi sur les langues autochtones a été adoptée. La création du Bureau du commissaire aux langues autochtones découle de l'entrée en vigueur de cette loi qui prévoit aussi un examen parlementaire tous les trois ans et d'un examen indépendant tous les cinq ans. À ce jour, cette réévaluation n'a pas été faite et M^{me} Audette souhaite que cet examen se réalise, comme initialement prévu alors que la Décennie internationale des langues autochtones déclarée par l'Unesco a été proclamée jusqu'en 2032. « Faites cette étude-là, (une évaluation) de ce qu'il y a de bien ou ce qui devrait être amélioré dans cette loi-là », lance la sénatrice à l'attention des députés de la Chambre des Communes.

Par ailleurs, la sénatrice Audette considère que les langues autochtones ne sont pas uniquement les premières langues du Canada; elles ont autant de valeur que le français et l'anglais. « Les langues autochtones sont aussi importantes que les langues officielles parce que vous avez bâti votre pays sur nos territoires. On ne devrait pas quémander ces choses-là. Mais ça a été déchirant, difficile et on a perdu la bataille », regrette-t-elle.

LE NUNAVUT PLAIDE POUR UNE MEILLEURE REPRÉSENTATION DES LANGUES AUTOCHTONES

Au-delà du débat entourant Mary Simon, plusieurs intervenants estiment que cette reconnaissance doit

désormais passer à une autre étape et s'accompagner de mesures concrètes.

Piita Irniq croit qu'une certaine « pensée coloniale » demeure présente dans les discussions concernant les langues autochtones. Il partage à ce sujet l'analyse formulée par l'ancien député Jack Anawak, dans une entrevue accordée à CBC.

À ses yeux, les peuples autochtones doivent maintenant occuper une plus grande place afin que leurs droits, leur culture et leurs langues soient davantage reconnus et valorisés par les Canadiens non autochtones.

Lori Idlout souligne l'importance de la Loi sur les langues autochtones adoptée en 2019 et plaide pour un soutien accru aux efforts de revitalisation linguistique. « Les programmes liés aux langues autochtones doivent devenir permanents. Les peuples autochtones continuent de faire face à des obstacles

administratifs qui les empêchent de concentrer leurs efforts sur la préservation et la transmission de leur patrimoine linguistique ».

La Commissaire aux langues du Nunavut estime également que le renforcement de l'inuktitut est directement lié à une meilleure représentation des Inuits au sein des institutions canadiennes. Elle soutient que tant qu'une personne ne pourra pas pleinement travailler, étudier et recevoir des services dans cette langue, la place des Inuits dans ces institutions demeurera fragile.

Malgré les progrès réalisés ces dernières années, Karliin Aariak juge qu'un écart subsiste entre les engagements et leur application concrète. « Une loi n'a de valeur que dans la mesure où elle est mise en œuvre », déclare-t-elle. Elle ajoute que plusieurs recommandations formulées par son bureau doivent être répétées année après année sans obtenir de réponse, tandis que les institutions fédérales présentes au Nunavut ne sont assujetties à aucun délai précis pour réagir à ces constats.

Elle souligne que la langue inuite ne bénéficie pas du même poids ni des mêmes garanties que le français et l'anglais à l'échelle fédérale. Cette différence se reflète notamment dans l'absence d'une reconnaissance équivalente à la prime de bilinguisme accordée aux fonctionnaires fédéraux travaillant dans les deux langues officielles. Les employés qui utilisent l'inuktitut dans l'exercice de leurs fonctions ne bénéficient pas d'une mesure comparable.

Malgré ces constats, la Commissaire estime qu'il n'est pas nécessaire d'attendre une réforme constitutionnelle pour améliorer la situation. Elle indique que plusieurs avancées pourraient être réalisées dès maintenant dans le cadre des lois existantes, « si la volonté est là ».



Krista Carnogursky, Commissaire aux langues officielles des Territoires du Nord-Ouest, estime que Mary Simon a beaucoup œuvré pour la réconciliation.



Mary Simon, gouverneure générale du Canada, a terminé son mandat le 8 juin 2026.

Karliin Aariak rappelle néanmoins que les Nunavummiut disposent déjà de droits linguistiques reconnus par les lois territoriales et que les institutions présentes au Nunavut devraient d'abord veiller à respecter ces obligations. Le droit de recevoir des services en inuktitut ne relève pas simplement d'une bonne intention, mais

constitue une obligation légale pour les institutions visées.

« Lorsque nous traitons les langues autochtones comme un sujet à part, moins prioritaires que les langues officielles fédérales, nous perpétons une hiérarchie héritée de notre histoire », souligne la commissaire.

COMMISSAIRE AUX LANGUES AUTOCHTONES : UN RÔLE SYMBOLIQUE ?

Le Canada fait figure de pionnier avec la création du tout premier poste de commissaire aux langues officielles au monde en 1970. « C'était vraiment une première, se remémore M. Larocque. Depuis ce temps-là, d'autres juridictions ont suivi l'exemple et ont créé des postes similaires », poursuit-il.

Cependant, comme le rappelle Michèle Audette, le rôle du Commissaire aux langues autochtones n'est pas équivalent à celui du Commissaire aux langues officielles. Alors que ce dernier est dans un espace plus symbolique avec des pouvoirs de décision et d'actions moins forts que ceux du Commissaire aux langues officielles, la sénatrice remarque que les langues autochtones sont, de ce fait, moins protégées.

En tant que Commissaire aux langues officielles des TNO, Krista Carnogursky, entrevoit son rôle et son mandat comme un facteur de revitalisation des neuf langues autochtones reconnues parmi les onze langues officielles. « Je considère que mon rôle consiste à informer les gens de leurs droits en vertu de cette loi et à leur faire savoir qu'ils peuvent déposer une plainte. Ce faisant, cela nous aidera à garantir que le gouvernement fournisse ces ressources ou ces services et traduise les informations dans leur langue, ce qui, je l'espère, contribuera également à la revitalisation de certaines langues autochtones, car nous savons que certaines sont en voie d'extinction », élabore la Commissaire qui entrevoit aussi des débouchés professionnels pour les personnes travaillant dans la traduction ou l'interprétation.



Michèle Audette est sénatrice du Québec et leadeure autochtone. Elle s'est dite très fière de la nomination de Mary Simon au poste de gouverneure générale mais rappelle que parmi les langues officielles, le français a autant d'importance et de valeur que l'anglais.

LES AS DE L'INFO

L'Aiglon, 26 juin 2026



Le premier ministre du Royaume-Uni démissionne

Keir Starmer, le premier ministre du Royaume-Uni, a annoncé qu'il quittait son poste lundi. Mais cette décision n'a surpris personne. Ça brasse dans son parti depuis plusieurs mois. M. Starmer avait aussi perdu la confiance des électeurs. On t'explique tout ça!

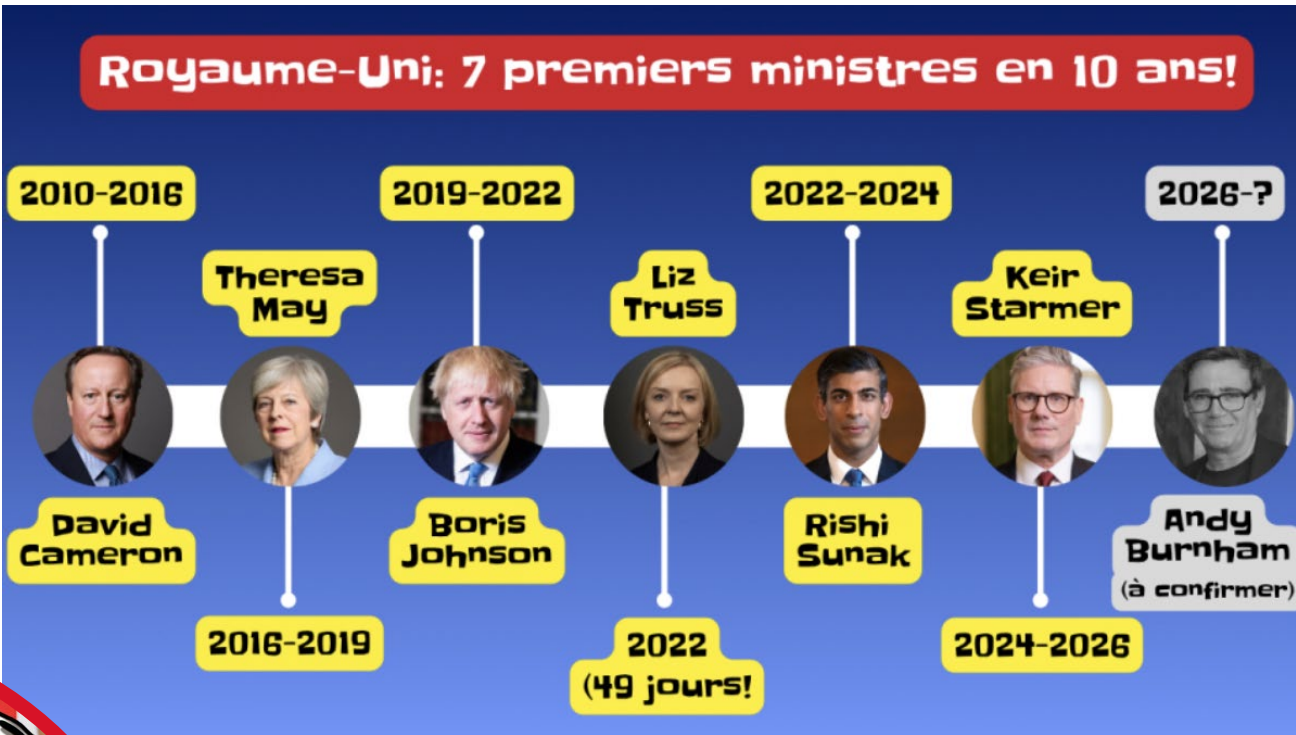
Photo : Wikimedia Commons – Montage As de l'info

CAROLINE BOUFFARD
AS DE L'INFO

Keir Starmer était premier ministre depuis presque deux ans. Lors de son élection, le 5 juillet 2024, il avait remporté la majorité. C'était un grand retour pour son parti, le Parti travailliste. Il succédait au Parti conservateur, qui était au pouvoir depuis 14 ans.

Mais la popularité du nouveau gouvernement a rapidement baissé. L'économie du pays ne va pas bien et tout coûte de plus en plus cher. Le gouvernement a pris des décisions qui n'ont pas plu aux électeurs. Par

Photo : Simon Dawson/No 10 Downing Street – Montage As de l'info



exemple, il a augmenté certains impôts pour payer ses dépenses et a diminué l'aide donnée aux personnes âgées pour se chauffer l'hiver.

En mai, lors d'élections municipales et régionales, le Parti travailliste a été battu à plusieurs endroits. Cela a fait augmenter la

grogne à l'intérieur du parti. Mais Keir Starmer a répété qu'il voulait rester en poste.

Finalement, c'est la grande popularité d'un autre travailliste qui a poussé le premier ministre à démissionner. Ce politicien s'appelle Andy Burnham. Depuis plusieurs mois, il dit qu'il veut remplacer Keir Starmer. Jeudi dernier, il a montré qu'il avait la confiance du Parti travailliste dans une élection spéciale.

S'il n'y a pas d'opposition, Andy Burnham sera nommé chef du Parti travailliste et premier ministre du Royaume-Uni dans les prochaines semaines.

Ça bouge au Royaume-Uni!

Depuis 2016, le pays a eu six premiers ministres. Le prochain sera le 7^e. C'est beaucoup de changements en dix ans!

Toi, à quel endroit y a-t-il eu le plus de changements autour de toi cette année? À l'école? Au service de garde? Dans une activité que tu pratiques le soir ou les fins de semaine? Raconte!



Image : Les As de l'Info



LES AS DE L'INFO



Le français en fête à la Saint-Jean!

Chaque 24 juin, des milliers de personnes célèbrent la Saint-Jean-Baptiste. Au Québec, c'est aussi la fête nationale, alors beaucoup de gens ont même congé. Mais la Saint-Jean n'est pas seulement une fête québécoise. Les communautés francophones de partout au Canada la célèbrent aussi avec beaucoup de fierté! Je te raconte.

CLÉMENCE TESSIER
AS DE L'INFO

Une fête très ancienne

La Saint-Jean existe depuis très longtemps. À l'origine, on y célébrait le solstice d'été, la journée où il fait le plus longtemps clair dans l'année. Plus tard, cette fête est devenue la Saint-Jean-Baptiste.

Aujourd'hui, pour bien des francophones à travers le pays, c'est surtout une occasion de célébrer la langue française, la culture et le plaisir d'être ensemble.

Vive la francophonie!

Comme je te disais plus haut, les francophones de tout le pays profitent de cette journée pour célébrer la langue française. Dans plusieurs provinces, les francophones vivent en situation minoritaire, entourés d'une majorité anglophone. Ces célébrations deviennent alors une façon importante de montrer leur fierté de parler français.

Comme le 24 juin n'est pas un jour férié dans la plupart des provinces, les célébrations ont souvent lieu la fin de semaine d'avant.

Au Manitoba, par exemple, la communauté de La Broquerie vient de tenir la 129^e édition de sa fête de la Saint-Jean. Cette année, près de 1000 Francos-Manitobains étaient présents!

En Alberta, des activités sont organisées dans une dizaine de villes. Au Yukon, les francophones célèbrent le Solstice Saint-

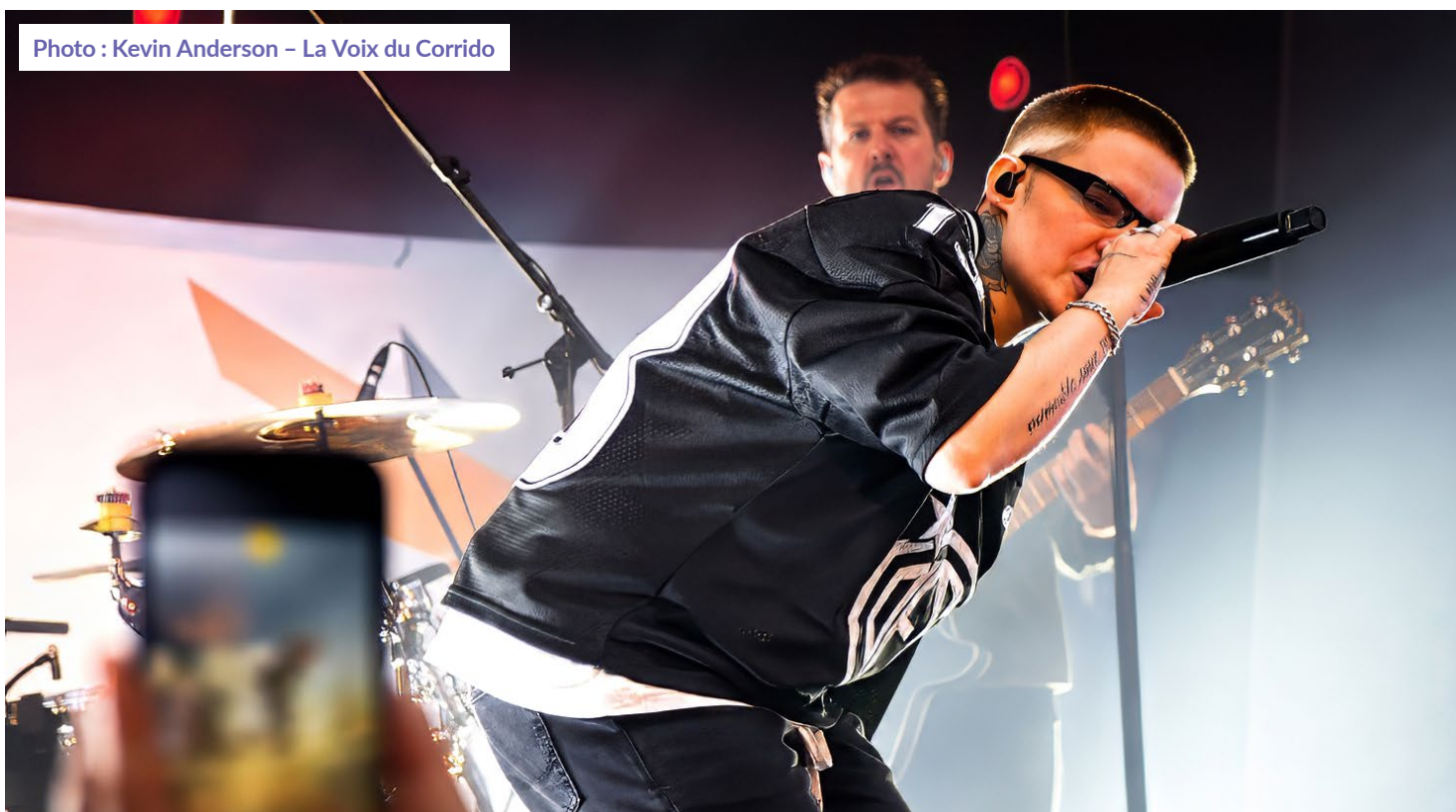


Photo : Kevin Anderson - La Voix du Corrido

La chanteuse Roxane Bruneau était à Kapuskasing dans le Nord de l'Ontario pour célébrer la Saint-Jean avec les Franco-Ontariens le 20 juin.

Jean avec un concert. La fin de semaine dernière, il y avait aussi une grande fête à Kapuskasing, en Ontario. Des artistes que tu connais peut-être étaient présents : Roxane Bruneau et Louis-José Houde!

À Sudbury, en Ontario, Lyse Lamothe participe à l'organisation de la Saint-Jean depuis plus de 25 ans. Pour elle, cette fête est une façon de souligner la présence des francophones dans la région. « C'est une autre façon de montrer qu'on est là », m'a-t-elle confié.

Elle m'a expliqué qu'à Sudbury, les festivités s'étendent pendant tout le mois de juin. Au menu cette année? Spectacles,

journée familiale et une exposition d'art mettant en vedette les œuvres d'élèves du secondaire!

« En 25 ans, j'ai constaté que nos jeunes sont fiers d'être francophones. Si on leur donne des occasions où il fait bon vivre

en français, ils sont toujours présents », affirme Lyse.

Et toi, quelles activités sont organisées dans ta ville pour célébrer la Saint-Jean?

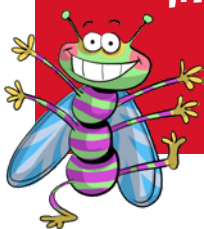


Photo : Diane-Emma Kouakou - ACFO du grand Sudbury

Une des traditions de la Saint-Jean à Sudbury, dans le Nord de l'Ontario, c'est d'installer un drapeau franco-ontarien sur un nouveau lieu de la ville.

Si vous vous intéressez à l'actualité, inscrivez-vous aux AS de l'info :

www.lesasdelinfo.com



Déclaration IA : Le présent article a été rédigé par une journaliste sans l'aide d'outils de l'intelligence artificielle.

Cette série d'articles est réalisé dans le cadre d'un partenariat avec le festival Folk On The Rocks

Rebekah Hawker : des histoires de vie sous le soleil du Nord

Rebekah Hawker, autrice-compositrice-interprète de l'Ontario, fera ses débuts à Folk On The Rocks cet été. Inspirée par le folk et la country, sa venue dans le Nord réalise un rêve qu'elle nourrit depuis plusieurs années.

Rebekah Hawker, autrice-compositrice-interprète de l'Ontario, qui sera sur l'une des scènes du festival FOTR 2026. (Courtoisie Jen Squires)

Élodie Roy

Cet été, le public du festival Folk On The Rocks aura l'occasion de découvrir Rebekah Hawker, une artiste ontarienne dont les chansons naviguent entre le folk narratif et la chaleur de la country des années 1990. Pour l'artiste originaire de Barrie, en Ontario, cette première visite dans le Nord représente bien plus qu'une simple étape de tournée : c'est un rêve qu'elle nourrit depuis plusieurs années.

Racines en musique

Issue d'une famille de dix enfants, Rebekah Hawker a grandi entourée d'histoires, d'émotions et de personnalités variées. Bien qu'elle soit la première de sa génération à écrire et interpréter sa propre musique, elle a découvert plus tard que le gout de la musique était déjà présent dans son arbre généalogique. Une de ses grand-mères composait des chants religieux, tandis qu'une autre jouait du piano.

Inspirations et parcours

Chez elle, l'écriture occupe une place centrale. Inspirée par des artistes comme The Chicks, Kathleen Edwards, Feist ou encore Kacey Musgraves, elle construit des chansons où les récits humains prennent toute leur importance. « J'aime écrire sur les gens qui m'entourent et sur les histoires que nous portons tous », explique-t-elle.

Son parcours musical a véritablement commencé à l'adolescence après une blessure au genou qui l'a éloignée du sport. Durant sa convalescence, elle apprend la guitare et découvre l'écriture comme moyen d'expression. Depuis, la création est devenue pour elle un espace de réflexion, de guérison et de connexion avec les autres.

Parmi les œuvres dont elle est la plus fière figure *Quit My Habit*, une chanson profondément personnelle inspirée par le décès de sa mère. L'artiste reconnaît que ce projet a été particulièrement difficile à écrire et à enregistrer, mais qu'il représente aujourd'hui l'une des réalisations les plus importantes de sa carrière.

Découvre l'artiste

Après plusieurs années à soumettre sa candidature, Rebekah Hawker se produira enfin à Folk On The Rocks. Elle raconte avoir entendu parler du festival grâce à d'autres musiciens canadiens qui lui ont décrit l'événement comme

une expérience unique. « C'est un festival qui était sur ma liste depuis longtemps », confie-t-elle.

Impatiente de découvrir les Territoires du Nord-Ouest, l'artiste promet d'apporter toute son énergie sur scène. Les festivaliers pourront également entendre quelques nouvelles chansons tirées d'un prochain album actuellement en préparation. Une occasion privilégiée de découvrir une artiste pour qui la musique demeure avant tout un moyen de rassembler les gens autour d'émotions et d'histoires partagées.



L'artiste folk et country Rebekah Hawker au côté de son instrument de prédilection. (Courtoisie Rebekah Hawker)

